



AVRIL – APRIL 2015

# CNCPS et négociation de l'entente globale NLMC & Global Agreement Negotiations

## Entente globale

Le mardi 31 mars, le syndicat a repris les négociations entourant le renouvellement de l'entente globale. Nous avons commencé les discussions en proposant d'augmenter les pourcentages d'attribution de congé annuel de 4 à 9 pour cent. À notre plus grande surprise, le SCC s'est présenté les mains vides, sans aucune possibilité d'ouverture sur quoi que ce soit, en évoquant des motifs financiers pour expliquer pourquoi la porte demeurerait fermée à toutes nos propositions. Nous avons ensuite poursuivi la discussion sur les comités de relations de travail pour tenter de clarifier le texte des ententes que nous avons conclues sur les regroupements d'établissements. Le SCC a rejeté nos propositions en répétant que le tiroir était vide. À ce stade, le comité exécutif national ne voyait pas de raison de continuer, puisque l'équipe de négociation du SCC ne faisait preuve d'aucune ouverture. Nous avons plutôt décidé de faire part de nos préoccupations au commissaire à la table de négociation du CNCPS.

## CNCPS

En ouverture, le président national, Kevin Grabowsky, a exprimé les préoccupations du syndicat concernant le nombre croissant de questions laissées en suspens sur l'ordre du jour de nos rencontres paritaires. Il s'est dit déçu de la position prise par l'employeur lors des négociations de l'entente globale. Sur une note plus positive, le protocole sur la menace balistique élaboré conjointement est maintenant finalisé et on rapporte qu'il a été utilisé tout récemment à l'établissement Bowden, avec succès.

Le commissaire a déclaré que le budget est toujours très serré. En ce qui a trait à l'entente globale, il a indiqué qu'il reste une marge de manœuvre. Finalement, le commissaire a mentionné la motion de reconnaissance adoptée par le conseil de ville de Kingston, qui a accordé le droit de cité au personnel du SCC le 31 mai.

**Établissements regroupés** — Le pénitencier de la Saskatchewan continue de fonctionner sans entente signée, malgré de nombreuses tentatives pour résoudre ce problème. Le commissaire a répondu qu'ils étudient la situation de plus près, car ils croient qu'il y a d'autres facteurs qui peuvent influencer sur la manière dont cela doit être résolu. Il s'assoira avec le syndicat à son retour de vacances pour mettre au point une solution.

**Engagement concernant l'ESPT** — Le commissaire a mentionné qu'il sera dans la région du Pacifique les 19 et 20 mai pour poursuivre les discussions sur ce sujet majeur avec les principaux représentants syndicaux. Le président régional, Gord Robertson, représentera UCCO-SACC-CSN.

## Global Agreement

On Tuesday March 31st the Union resumed negotiations to renew the Global Agreement. We opened up by discussing our proposal to round up annual leave allotments within the 4 and 9 percent. Much to our surprise CSC came to us empty handed without a mandate to open up on anything, citing financial reasons as to why the door was closed on our proposals. We then went on to discuss labour relations committees in an attempt to clarify language following the agreements we reached on clustered sites. CSC dismissed our proposals repeating that the cupboard was bare. By this point, the National Executive did not see any benefit in continuing as there were no openings by CSC's negotiating team. We instead decided to raise our concerns with the Commissioner at the NLMC table.

## NLMC

In his opening remarks, National President Kevin Grabowsky expressed the Union's concern over the growing number of outstanding items on our bilateral meetings list. He expressed the Union's disappointment over the employer's stance at the Global Agreement negotiations. On a more positive note, the jointly developed Ballistic Threat Protocol is now finalized and has been reportedly successfully used at Bowden Institution just recently.

The Commissioner stated that the budget continues to be very tight. In terms of the Global Agreement he indicated that there remains margin to maneuver. Finally the Commissioner made mention of the City of Kingston's Council motion to recognize CSC staff by granting Freedom of the City on May 31st.

**Clustered Sites** — Sask Pen continues to operate without a signed agreement despite multiple attempts to resolve this issue. The Commissioner responded by saying they are taking a closer look at the situation as they feel that there are some other factors that may influence how this gets resolved. He will sit down with the Union upon his return from vacation to finalize a solution.

**PTSD Engagement** — The Commissioner mentioned that he will be in the Pacific Region on May 19th and 20th to engage in more discussions around this important subject with key union representatives. Regional President Gord Robertson will be there for UCCO-SACC-CSN.

# NAT

**Exposition à des produits chimiques à l'établissement Kent** — Nous avons demandé à l'employeur la raison pour laquelle la situation d'exposition à des vapeurs toxiques à l'automne dernier n'avait pas encore été portée à l'attention du Comité national d'orientation en matière de santé et de sécurité au travail (CNOSST). Le SCC a répondu qu'il avait pris des mesures adéquates immédiatement après l'exposition, en prenant des échantillons de l'air trois jours après l'incident, et que rien ne démontrait que les limites d'exposition sécuritaires avaient été dépassées. Le syndicat a toutefois répliqué que le premier échantillon d'air était restreint, qu'un second échantillon plus complet n'avait été pris que trois semaines plus tard et que, jusqu'à maintenant, on ignore toujours quelles vapeurs chimiques ont causé les malaises généralisés ressentis par les membres du personnel qui se trouvaient à proximité. Le SCC a promis de faire un suivi fondé sur les renseignements fournis par le syndicat.

**Projet pilote concernant l'horaire de 12 heures à Dorchester** — Nous avons convenu d'un cadre de référence pour un projet pilote concernant l'horaire de 12 heures au pénitencier de Dorchester. Le nouvel horaire des agents devrait être appliqué sur-le-champ.

**Vérification de fiabilité et de solvabilité** — Le 1<sup>er</sup> avril, l'employeur a adopté, sans consulter le syndicat, une nouvelle politique pour les renouvellements des cotes de sécurité. Nous avons informé l'employeur que nous sommes totalement opposés à cette initiative qui viole le droit à la vie privée de nos membres. Le SCC a répondu que c'est une initiative gouvernementale sur laquelle il n'a pas de contrôle. Nous avons discuté du niveau administratif auquel les renseignements confidentiels seront divulgués. Le SCC nous a également informés qu'à l'avenir, il a l'intention de chercher des renseignements dans les comptes de médias sociaux. Le syndicat utilisera tous les moyens à sa disposition pour contester cette atteinte à la vie privée.

## Gestion des cas par les CX2

**Évaluations communautaires** — Plus tôt dans la semaine, le comité sur la gestion des cas a eu plusieurs discussions sur la question de l'affectation des CX2 à la réalisation de ces évaluations. Le SCC a convenu avec nous que les CX2 ne seront pas requis de compléter les évaluations communautaires dans le cadre de leurs fonctions de gestion des cas, et cela, jusqu'à nouvel ordre.

**Présentations des CX2 à la Commission des libérations conditionnelles sur les ATE (absences temporaires avec escorte)** — Ce point a été clarifié avec l'AC : il ne sera pas demandé aux CX2 de faire ces présentations à la Commission des libérations conditionnelles, comme c'était le cas dans certaines régions. Nous pourrions toutefois être appelés à témoigner devant la Commission des libérations conditionnelles, ce qui était la pratique dans le passé, mais de façon exceptionnelle.

## Normes de déploiement

**Modèle optimal de soins en santé mentale** — Nous avons sonné l'alarme auprès du SCC en ce qui concerne le rythme avec lequel ce nouveau modèle de soins en santé mentale progresse, sans tenir compte des effets opérationnels. Nous avons insisté pour être associés à cette nouvelle initiative pour faire en sorte que les besoins opérationnels soient respectés, particulièrement quand les heures de soins infirmiers sont coupées et que les ressources sont déplacées. Les CPR de la Saskatchewan et des Prairies inquiètent particulièrement le syndicat, parce que le processus semble y avancer plus vite qu'ailleurs. Le SCC a déclaré qu'ils avaient bien entendu nos préoccupations exprimées plus tôt dans la semaine et a proposé une rencontre le 13 avril pour discuter plus en détail des problèmes que nous soulevons. Le président national, Kevin Grabowsky, se chargera de ce dossier pour le syndicat.

**Compte tenu des commentaires formulés en ouverture par le commissaire, nous avons bon espoir que le SCC se présentera avec une attitude et un mandat différents à notre prochaine séance de négociation sur l'entente globale, qui coïncidera probablement avec le CNCPs qui se tiendra dans la semaine du 5 au 7 mai.**

Le comité exécutif national  
UCCO-SACC-CSN

**Kent Institution Chemical Exposure** — We questioned the employer as to why a situation of exposure to noxious fumes in the fall of last year had not yet been brought to the attention of the National Health and Safety Policy Committee (NHSPC). CSC responded by saying that it took appropriate action immediately following the exposure when it sampled the air three days after the incident and found no evidence that safe limits of exposure had been exceeded. However, the Union countered that the first air sampling was limited, that a second more exhaustive sampling did not occur until three weeks later, and that to date we still do not know what chemical fumes caused the widespread ill effects on staff who were in the vicinity. CSC promised to follow-up based the information provided by the union.

**12-Hour Scheduling Pilot Project at Dorchester** — We have agreed to terms of reference for a 12-hour schedule pilot project at Dorchester Penitentiary. The new schedule for officers should be implemented forthwith.

**Reliability & Credit Checks** — On April 1st, the employer adopted a new policy for security clearance renewals, without consultation with the Union. We informed the employer that we completely oppose this initiative which violates our members' privacy rights. CSC responded by saying that this is a government initiative over which CSC has no control. We discussed the managerial level at which the confidential information will be disclosed. CSC informed us that it intends to seek information on social media accounts in future. The Union will use all means at its disposal to contest this invasion of privacy.

## Case Management for CX2s

**Community Assessments** — There was much discussion in the case management committee meeting earlier in the week on the issue of CX2s being tasked with doing these assessments. CSC has agreed with us that CX2s will not be required to complete community assessments as part of case management duties until further notice.

**Presentations to the Parole Board by CX2s on ETA (escorted temporary absence)** — This issue has now been clarified with NHQ, CX2s will not be required to make these presentations to the parole board as was being implemented in some regions. We may, however, be called to testify in front of the parole board which has been the practice in the past, and is exceptional.

## Deployment Standards

**Optimal Model of Mental Health Care** — We raised the alarm with CSC about the pace at which this new mental health model is progressing without taking into consideration the operational impacts it will have. We insisted on being in the traffic on this new initiative to ensure operational needs are met especially when nursing hours are being cut back and resources are being moved around. RPC Saskatchewan and the Prairies are of particular concern as the process appears to be moving faster there. CSC stated they had heard loud and clear our concerns earlier in the week and proposed a meeting to occur in the 13th of April to discuss our issues in more detail. National President Kevin Grabowsky will take the lead on this file for the Union.

**Based on the opening comments by the Commissioner we are hopeful that CSC shows up with a different attitude and mandate at our next Global Agreement negotiation session which is likely to coincide with the NLMC the week of May 5th to 7th.**

National Executive  
UCCO-SACC-CSN